

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

Très chers membres de l'EMB, collègues et compagnons de lutte : Le 7 septembre, vous avez clairement montré au monde politique européen à quel point la situation est grave dans nos exploitations !

Des milliers d'éleveurs laitiers et de tracteurs ont manifesté à Bruxelles en faveur de modifications structurelles dans la politique laitière. L'importance que revêtait pour nous, les agriculteurs, ce voyage à Bruxelles était bien palpable. Pour être tout-à-fait clair : aucun agriculteur ne parcourt en tracteur les centaines de kilomètres qui le séparent de Bruxelles, ou ne fait plusieurs heures de bus en laissant son exploitation et des bêtes derrière lui, simplement pour se divertir. Nous, les éleveurs laitiers, sommes au bord du gouffre et le monde politique doit enfin le comprendre.

Le 7 septembre, sur notre podium, nous avons connu une grande solidarité, notamment de la part d'une initiative citoyenne et de pays du tiers monde qui partagent notre vision à 100%. Ce qui est désolant, c'est que les ministres de l'agriculture n'ont rien compris. Si l'on observe le paquet de mesures adopté, on constate que les ministres n'ont absolument pas saisi ce que nous réclamons. Les 500 millions d'euros, qui doivent être utilisés, entre autres, pour des subventions aux exportations et des mesures d'écoulement, devaient pour but d'amadouer les agriculteurs, ou bien les responsables politiques choisissent consciemment les mauvaises solutions ! Toutefois, rien n'a été fait pour s'attaquer à la racine du problème : l'offre excédentaire de lait. Au contraire, on continue d'encourager activement les excédents de production !

Les 500 millions d'euros, dont la répartition occasionne déjà une véritable foire d'empoigne entre les pays membres, ne sont que des aumônes distribuées aux agriculteurs. L'industrie laitière, avec son puissant lobby, tend déjà la main ! Ces moyens financiers pourraient être employés de manière beaucoup plus utile, par exemple pour un rachat temporaire de la production de lait. Le paquet de mesures des ministres de l'agriculture ne changera rien à nos problèmes structurels. Les crises perdureront et elles se répéteront à des intervalles plus courts.

Tant que l'Union Européenne refusera de comprendre que des modifications structurelles sont nécessaires, nous devons non seulement poursuivre nos actions, mais également exercer une pression accrue à travers nos mouvements de protestation. Et ce, jusqu'à ce que tous les politiciens aient compris que le marché du lait n'a pas besoin de solutions à court terme et mal ciblées mais doit être stabilisé dans le long terme.

Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'EMB et président du DDB Niederlande

Bulletin EMB septembre 2015

Pour les producteurs laitiers, le résultat du Conseil des ministres de l'UE est très décevant, voire même une provocation

- Des milliers de producteurs de lait disent OUI à une réduction des volumes en périodes de crise

- Evaluation des mesures pour le secteur laitier

- Pour en finir avec les crises laitières, faut-il changer la Commission ?

- Regard sur le monde: Suppression des quotas en Australie

- Appel de solidarité avec les producteurs laitiers

Actualités bruxelloises

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Pour les producteurs laitiers, le résultat du Conseil des ministres de l'UE est très décevant, voire même une provocation

« Les résultats ne constituent pas une solution. Ce n'est pas pour ça que nous sommes descendus dans la rue »

(Bruxelles, 08.09.2015) Les mesures annoncées hier par l'Union européenne ne sont que de la poudre aux yeux. Les décisions prises par les décideurs politiques passent clairement à côté du problème. Les raisons pour la crise du marché laitier sont structurelles, cette dernière ne pourra dès lors pas être solutionnée grâce aux fonds promis par Bruxelles. « Les producteurs venus de partout en Europe n'ont pas manifesté pour des subsides, mais pour l'introduction d'un instrument de crise permettant de résoudre la cause du problème, c.à.d. la surproduction sur le marché européen », affirme le Comité directeur de l'European Milk Board (EMB).

Pour aboutir à de tels résultats, une réunion extraordinaire du Conseil de l'agriculture n'aurait pas été nécessaire. Les producteurs de lait ont l'impression d'être menés en bateau et comptent continuer leurs actions. Manifestement, la politique n'a pas compris les causes de la crise.

Les propositions de l'Union européenne en détail suivis de l'avis de l'EMB :

- Prolongement du programme de stockage privé : **les derniers mois ont montré que cette mesure n'a pour ainsi dire aucun effet. Malgré l'activation du stockage privé, les prix du lait demeurent en chute libre.**
- Mesures de promotion des produits laitiers au sein de l'UE et dans des pays tiers, notamment par le biais d'accords de libre-échange : **il s'agit une tentative aléatoire des décideurs politiques qui n'aidera pas les producteurs de lait européens et comporte le danger de nuire aux marchés de pays tiers.**
- Avances sur les paiements directs : **en tant qu'aide à court terme, cette mesure peut offrir un soutien de courte durée aux producteurs. Parallèlement, il est cependant nécessaire de réduire les volumes produits et d'adapter l'offre à la demande du marché, afin de stabiliser la situation du secteur laitier.**
- Renforcement du rôle de l'Observatoire du marché laitier (MMO) : **il est important que cette instance soit convertie en un observatoire pleinement opérationnel. En d'autres termes, il doit observer le marché tout en pouvant réagir à des crises du marché. Cela comprend l'adaptation des volumes de production en période de crise.**

L'annonce timide des institutions européennes qu'à l'avenir l'on réfléchirait également à des instruments permettant de réduire la volatilité des prix doit rapidement être mise en œuvre. Le Programme de responsabilisation face au marché (PRM) de l'EMB serait à même de prévenir d'importantes crises sur le marché laitier. Ce concept est basé sur le calcul d'un indice prenant en compte l'évolution des cotations des produits, les prix du lait et les coûts de production. En cas de crise, des mesures temporaires de stabilisation du prix du lait, telles qu'une réduction volontaire de la production, seraient activées. Cela permettrait d'agir sur la cause du problème : une production trop élevée.

Il est grand temps que la Commission européenne et le Conseil examinent le Programme de responsabilisation face au marché pour le secteur laitier.

Des milliers de producteurs de lait disent OUI à une réduction des volumes en périodes de crise

Communiqué de presse de l'EMB:
© EMB

Exigence, lors de leur grande manifestation de Bruxelles, de recourir à un instrument de crise, y compris la renonciation volontaire aux

livraisons

(Bruxelles, 07.09.2015) Venus de toute l'Europe avec leurs tracteurs, ils se sont, aujourd'hui, réunis à Bruxelles afin, devant le bâtiment du Conseil de l'UE, d'exhorter haut et fort les Ministres de l'Agriculture à agir face à la crise. Au nombre de plusieurs milliers, les producteurs de lait exigent à cette occasion non pas des subventions, mais le recours à un instrument de crise qui permette de mettre en œuvre une réduction des quantités de lait en périodes de crise. « Le marché du lait de l'UE est inondé, les prix sont en chute libre. Dans certains pays, ils frôlent déjà la barre des 20 centimes. Sans une réduction de la production, le marché va continuer de se dégrader rapidement », comme tient à le souligner le Président de l'European Milk Board (EMB), Romuald Schaber, qui attire l'attention sur la nécessité d'une baisse de la production. Il serait, à cette occasion, possible de recourir au

Programme de Responsabilisation face au Marché (PRM), qui, entre autres, prévoit des versements de bonus en faveurs des producteurs en cas de réductions volontaires de la production.

Tout comme lui, ses collègues venus notamment de France, des Pays-Bas, de Belgique, du Danemark, d'Italie et d'Espagne exigent aujourd'hui, à Bruxelles, des Ministres de l'Agriculture de l'UE, que ceux-ci agissent en commun, rapidement et de manière responsable. Les stratégies nationales ne sont pas appropriées pour stabiliser une telle situation. C'est d'ailleurs bien ce que prouvent les manifestations de protestation récurrentes dans les différents Etats européens. Ainsi, par exemple, ni la promesse d'un prix de garantie minimum irréaliste en France ni la promesse de verser 300 euros par vache en Espagne ne sont parvenues à détendre la situation dans ces pays. « A l'échelle de l'UE, les politiques ont favorisé une forte orientation vers les exportations avec une hausse des quantités. Ceci s'est soldé par un échec cinglant et, maintenant, tout cela doit être rectifié au niveau de l'UE. A eux seuls, les pays ne sont pas capables d'introduire des solutions durables à ce point de vue », ajoute Romuald Schaber. Le Commissaire européen en charge de l'agriculture, Phil Hogan, et le Ministre allemand de l'Agriculture, Christian Schmidt, en particulier, feraient bien d'abandonner leur attitude de refus. En effet, les mesures instaurées telles que, par exemple, le stockage privé à laquelle l'on recourt depuis l'an dernier, n'ont pas permis de générer un effet stabilisateur sur un marché du lait complètement inondé à l'échelle mondiale.

En provenance d'autre secteurs également, les critiques se font toujours plus virulentes à l'égard de la politique d'exportations actuelle à caractère d'économie de marché libérale. Ainsi, nombreux sont les consommateurs et, entre autres aussi, les fédérations de vétérinaires qui exigent des limitations de la production de façon à ce que l'on puisse garantir le bien-être des animaux et la durabilité écologique.

Si, aujourd'hui, on refuse d'adopter des mesures efficaces lors du Conseil de l'agriculture et si l'on se contente de cautères sur une jambe de bois, alors, les protestations, aussi bien à l'échelle des différents pays qu'à l'échelle de l'UE, continueront de s'amplifier. Ce qui fait dire à Romuald Schaber : « Pour les producteurs, l'enjeu est la survie des exploitations ; pour les consommateurs, il s'agit d'une production de denrées alimentaires régionales et saines à l'échelle de l'UE ainsi que, pour l'UE, d'un secteur laitier qui soit stable et compétitif. Si les politiques refusent de restreindre les quantités au niveau de l'UE, il sera alors de notre devoir à tous de descendre dans la rue et d'exiger par la force des changements politiques. Il y a tout simplement beaucoup trop de choses en jeu. »

Les doléances des producteurs de lait européens :

- *Des prix du lait rémunérateurs et un instrument de gestion de la crise, le Programme de responsabilisation face au marché (PRM), maintenant !*
- *Le produit du superprélèvement doit être utilisé immédiatement pour financer une renonciation volontaire aux livraisons de façon à résorber les quantités !*

Communiqué de presse de l'EMB

Vidéo: Grande action de l'EMB du 7 septembre

Images de l'action

Evaluation des mesures pour le secteur laitier

Actuellement de nombreuses mesures sont discutées pour le secteur laitier. Vous trouvez ici notre évaluation montrant quelles mesures protègent le secteur laitier efficacement et à long terme et lesquelles ne constituent pas une solution.

© wikimedia commons

Mesures efficaces dans le secteur du lait

En périodes de crise, toute quantité de lait trop importante doit être résorbée par le truchement du **Programme de Responsabilisation face au Marché (PRM)**. Dans ce contexte, par exemple, une renonciation volontaire aux livraisons (réduction de la production contre versement de bonus) pourrait être un instrument précautionneux de stabilisation des prix.

Mesures erronées pour le secteur

Une stratégie d'exportation à tout-va et déversement des excédents de production de l'UE d'autres marchés **sont condamnées à l'é**. Ces marchés aussi sont saturés (embargo importations promulgué par la Russie, baisse importations en Chine). La conséquence est uniquement que les prix continuent de s'effondrer tout le monde.

Majoration du prix d'intervention uniquement en combinaison avec une réduction simultanée des quantités. De ce fait, l'intervention ne serait que de courte durée, car, il se produirait de nouveau rapidement un effet de stabilisation du prix pratiqué sur le marché.

Une analyse correcte de la situation est nécessaire. Il convient de placer dans leur contexte réel l'embargo russe et la diminution des exportations vers la Chine : cela explique en partie pourquoi la demande n'est plus en phase avec la croissance de la production. C'est la raison pour laquelle il faut freiner la croissance de la production.

Le même raisonnement s'applique à d'autres développements géopolitiques ou géoéconomiques qui sont à l'origine de crises. Si, à titre d'exemple, l'évolution des prix du pétrole, les convulsions sur les marchés financiers ou, encore, le terrorisme engendrent une baisse de la demande, il faut réagir en conséquence sur le plan de l'offre.

Silvia Däberitz, EMB

Un aspect problématique est une **majoration du prix d'intervention sans réduction simultanée des quantités.** Ceci a pour résultat d'attiser encore plus la production.

Les marchés à terme ne sont pas appropriés pour empêcher les prix de crise. En effet, si l'on est en mesure de s'attendre à de bas prix en raison d'excédents chroniques au cours des prochains mois aussi, les contrats à terme ne seront pas conclus aux prix suffisamment élevés. En effet, ces contrats tiennent évidemment aussi compte du marché du lait et/ou des attentes quant à son développement.

Les subventions ne sont pas une solution. Les versements directs aux producteurs ne sont pas une mesure, d'une part, de compenser les pertes et, d'autre part, ne sont pas de nature à résoudre les causes du problème. En effet, le marché de l'UE est confronté à des excédents chroniques que l'on ne pourra éliminer tout simplement par le versement de subventions.

Pour en finir avec les crises laitières, faut-il changer la Commission ?

© EMB
Régions à Bruxelles.

Extrait d'un document de André Pflimlin, expert « Lait » auprès du Comité des

En pleine crise laitière, le discours reste le même à Bruxelles. « Les perspectives de marché étant bonnes à long terme pour les produits animaux et l'Europe ayant un potentiel important de croissance laitière, nous devons produire plus et exporter plus » dit Phil Hogan, le Commissaire européen ... « on ne doit pas parler de crise, ni de remise en cause de la politique laitière pilotée par le marché, et ce d'autant que l'on a un prix très raisonnable avec

300€ la tonne de lait » dit le Commissaire.

Cette affirmation témoigne d'une erreur de diagnostic sur 3 points

majeurs :

1. La Commission avait parié sur un marché laitier mondial très porteur

Trois exportateurs - la Nouvelle Zélande, les Etats Unis et l'Europe - ont produit un surplus de lait de 11 millions de tonnes dont plus de 6 millions de tonnes provenant de l'UE, par rapport à une croissance du marché mondial

de l'ordre de 2 millions tonnes par an.

En bref, ce marché laitier mondial s'avère très aléatoire car très étroit et très concurrentiel, avec des prix variant de un à deux, sans oublier la position dominante de Fonterra sur ce marché !

2. La Commission n'avait pas prévu ce nouveau contexte de surstocks et de prix déprimés

La crise laitière de 2015 est d'abord le résultat logique et annoncé dès 2010 de la dérégulation programmée par la Commission et validée par le Conseil de l'UE, même si des événements extérieurs l'ont renforcée. Malgré ce contexte déprimé, la Commission poursuit sa fuite en avant vers un marché mondial utopique, via les accords de libre échange tout azimut, avec Le Canada, les Etats Unis, l'Amérique du Sud, l'Afrique de l'Ouest, le Vietnam...aux dépens de la cohésion de l'Union européenne!

3. La Commission n'a rien proposé pour corriger cette volatilité extrême du prix du lait

Fin 2014 la contractualisation entre éleveurs et laiteries, mesure phare du paquet lait, ne couvrait que 20% de la production et elle ne porte que sur les livraisons, sans garantie de prix. Comme le prix d'intervention officiel a été abaissé à 215€ la tonne d'équivalent-lait depuis 2007, bien en dessous du seuil de survie et non actualisé, il n'y a plus de filet de sécurité alors que le prix du lait est en chute libre ! Aujourd'hui avec un prix du lait moyen à 300€/t plus d'un éleveur européen sur deux travaille à perte, c'est-à-dire que non seulement il ne gagne rien pour nourrir sa famille mais qu'il perd d'autant plus d'argent qu'il produit plus.

4. Quelques propositions pour sécuriser la filière laitière européenne :

- a) Relever le prix d'intervention de 20 à 30% mais lier cette hausse à une réduction des livraisons durant ces périodes de surplus.
- b) Définir un indicateur d'alerte s'appuyant sur l'observatoire européen du marché laitier pour permettre aux politiques et à la Commission d'intervenir plus tôt pour atténuer les crises.
- c) Garantir une marge pour les éleveurs laitiers européens en s'inspirant du Farm Bill américain.
- d) Définir un dispositif de réduction des volumes en cas de surplus et de chute des prix : Deux propositions sont sur la table, l'une de Michel Dantin, député européen, l'autre de L'EMB, toutes deux écartées par la Commission. Elles doivent être remises en débat !

A priori c'est la combinaison des 3 dernières propositions (b,c,d) qui mérite d'être étudiée et testée car elle semble opérationnelle à partir des outils existants; elle serait plus souple et sans doute moins coûteuse qu'un relèvement substantiel du seuil d'intervention.

Extrait d'un document d'André Pflimlin – [la version complète](#)

Regina Reiterer, EMB

Regard sur le monde: Suppression des quotas en Australie

L'Australie a aussi connu un changement de système. En 2000, il y a été mis fin au système de gestion de volumes laitiers. Le Professeur Bruce Muirhead de l'Université de Waterloo en Ontario, au Canada, a étudié la question en long et en large et a répondu à deux de nos questions y afférentes.

© wikimedia commons

EMB : En Australie, la gestion de l'offre et de la tarification a été abandonnée en 2000. Quelles en ont été les conséquences pour les agriculteurs ? Dans quelle mesure cela a-t-il influencé le volume de lait national ?

Les conséquences de ce changement de politique ont été mémorables pour les producteurs laitiers australiens. Lorsque le processus a débuté, l'Australie produisait environ 11 millions de tonnes de lait ; en 2015, ce chiffre a diminué pour atteindre quelque 9,5 millions de tonnes. L'effondrement des cours mondiaux du lait en 2014 a aggravé la situation. L'Australie ne peut plus compter sur le marché des exportations pour joindre les deux bouts.

En Australie, la déréglementation a également eu comme effet que les exploitations sont devenues beaucoup plus grandes, lesdits parcs d'engraissement devenant la norme. Mais cela signifie aussi que le nombre d'exploitants agricoles a diminué. Même si ce phénomène a été enregistré dans tous les pays industrialisés, il a eu un impact plus concentré en Australie. A titre d'exemple, le nombre d'exploitants dans l'Etat de Nouvelle-Galles-du-Sud a chuté, passant de 1.725 à 731, le nombre moyen de vaches par exploitation passant de 155 à 268. Comme indiqué dans un rapport du gouvernement de la Nouvelle-Galles-du-Sud (NSW), *Overview of the New South Wales Dairy Industry (Aperçu de l'industrie laitière de Nouvelle-Galles-du-Sud)*, « la déréglementation a entraîné une baisse des prix laitiers ainsi qu'une plus grande volatilité pour les producteurs laitiers de NSW, ce qui, ajouté à une sécheresse prolongée, a forcé les producteurs à développer des systèmes d'exploitation souples et résilients. » Il est clair que vivre de la production laitière en Australie en 2015, est extrêmement difficile. Cette situation est encore aggravée par des facteurs tels que l'offre et la demande, les cours mondiaux et les taux de change, sur lesquels les producteurs n'ont aucun contrôle.

Il est pour ainsi dire impossible de vendre une exploitation laitière aux fins d'une production laitière. Un agent immobilier australien a fait remarquer qu'il n'y a pas de marché pour les exploitations laitières dans le sud-est du pays, un des grands bassins laitiers naturels. Bruce Auld, un spécialiste des ventes en milieu rural disait en avril 2013 : « La dernière exploitation laitière que j'ai vendue était située à Tantanoola, et cela a pris 12 mois – elle a été fragmentée en cinq ou six parcelles et n'est plus utilisée comme exploitation laitière. » Cela en dit long sur la santé et l'avenir du secteur.

Enfin, grâce à la déréglementation, deux grandes chaînes de supermarchés ont pu profiter des producteurs en Australie. Coles and Woolworths ont revu les termes de leurs contrats avec les producteurs laitiers afin d'offrir au consommateur un litre de lait à 1 AUD, ce qui a entraîné davantage de faillites. Selon un rapport, le revenu moyen net d'un exploitant laitier sera de zéro en Australie en 2017. Il ne s'agit pas là d'un tableau très heureux. Le génie de la réglementation réside dans le fait que les supermarchés, l'industrie de la transformation ou les entreprises agro-alimentaires ne peuvent pas imposer unilatéralement les conditions de vente aux agriculteurs, réduisant ainsi les rapports de force déséquilibrés et les rendant moins destructeurs.

Bruce Muirhead, Professeur d'histoire à l'Université de Waterloo en Ontario, au Canada

Appel de solidarité avec les producteurs laitiers

Un mouvement de solidarité se constitue autour des producteurs laitiers européens. Un appel de solidarité a été lancé en Europe et en Afrique par des organisations de développement belges afin de soutenir les producteurs laitiers. De nombreuses organisations paysannes et unions de producteurs laitiers en Afrique, avec les ONG de solidarité internationale, soutiennent les producteurs laitiers qui proposent des mesures de régulation du marché

laitier.

Le but est de défendre une agriculture paysanne et de garantir des prix rémunérateurs aux producteurs en Europe et en Afrique.

Appel de solidarité [en français](#), [en anglais](#) ou [en néerlandais](#)

Davantage d'information sur le site internet d'Oxfam "[Producteurs laitiers africains et européens disent non au dumping](#)"

Regina Reiterer, EMB

Actualités bruxelloises

Résultats des réunions des ministres de l'agriculture

© [wikimedia commons](#)

En réponse aux difficultés que connaissent les producteurs laitiers, la Commission européenne a annoncé un ensemble de mesures à hauteur de 500 millions d'euros. Ces mesures seraient destinées à soutenir les producteurs pour faire face à des problèmes de liquidités à court terme, à stabiliser les marchés et à rencontrer des problèmes dans la chaîne d'approvisionnement.

La [clé de répartition définitive pour les fonds nationaux](#) a été décidée lors de la réunion informelle du Conseil à Luxembourg ce 15 septembre.

Une liste détaillée des mesures est disponible dans la [fiche d'information de la Commission européenne](#). Cette dernière est également disponible dans les langues suivantes : [EN](#) [DA](#) [ES](#) [NL](#) [IT](#) [SV](#) [PT](#) [FI](#) [EL](#) [CS](#) [ET](#) [HU](#) [LT](#) [LV](#) [MT](#) [PL](#) [SK](#) [SL](#) [BG](#) [RO](#) [HR](#).

Lesdites mesures sont clairement orientées vers les exportations et la promotion et ne constituent selon nous pas une solution durable pour le secteur laitier. Une augmentation temporaire des prix d'intervention pour le lait écrémé en poudre, telle que demandée par certains États-membres, n'a pas été décidée. Il en est de même des instruments destinés à réagir aux fluctuations de prix.

Comité des régions : le paquet d'aides de la Commission européenne ne résoudra pas la crise

Dans son communiqué de presse du 10 septembre, le Comité des régions (CdR) s'est montré insatisfait du résultat de la réunion extraordinaire des ministres de l'agriculture. Selon le CdR, l'ensemble d'aides annoncé par la Commission européenne ne changerait rien à la crise du marché laitier. Les mesures ne seraient pas à même de solutionner les problèmes structurels d'un secteur laitier non réglementé. Le Comité des régions soutient les propositions de l'European Milk Board pour une régulation de la production en cas de crise. L'organe européen avait appelé les ministres de l'agriculture à exiger, lors de leur réunion informelle du 15 septembre, des mesures structurelles de la Commission.

[Le communiqué de presse du CdR](#)

Regina Reiterer, EMB

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-septembre-2015.html>